

A LA HAUTE ATTENTION DES CITOYENS AFRICAINS.

INTRODUCTION - CONTEXTE

Dans son intervention lors de la Conférence organisée pour le lancement officiel du « Cadre de réflexion démocratique et patriotique (Cdrdp-50) », Mme, le Haut Représentant du Président de la République a soulevé la question de la « crise de l'éthique et de la morale » au Sénégal et en Afrique et souligné l'importance d'un « changement de comportement et de manière de penser », indiquant notamment que pour elle « c'est la révolution de l'éthique et de la morale qui doit être envisagée ».

Ayant déjà, dans un « Livre 1 » intitulé « Crise morale au Sénégal : Expressions, causes, conséquences et esquisses de solutions », livré le produit de nos réflexions sur cette « crise morale tridimensionnelle » que le Sénégal partage, sans aucun doute, avec toutes les ex-colonies françaises, membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), au moins dans deux (2) de ses trois (3) volets (la mal gouvernance et la corruption des rapports sociaux), nous avons réagi en produisant un article intitulé « L'Abandon de Dieu est la cause centrale de la crise morale » vers laquelle toutes autres peuvent être ramenées. Dans cet article nous avons aussi affirmé que le « retour (véritable) vers Dieu » est la solution de sortie de cette crise morale parce que tout simplement, il y a des versets coraniques et bibliques, sans équivoque, qui interdisent, sans exception, toutes les mauvaises œuvres qui sont les expressions de cette « crise de l'éthique et de la morale ».

Cependant en ce qui concerne le volet « mal gouvernance » de la crise morale, un leadership déficient et un déficit de patriotisme sont les principales causes, qu'il y a lieu de considérer dans le domaine de la gestion des affaires publiques et de la conduite des gouvernants qui ont, en tant que premiers responsables de la « santé morale » des citoyens, le devoir de faire délivrer par les systèmes de l'Éducation nationale, une adéquate « éducation sociale, morale et civique » théorique qui doit être crédibilisée et justifiée par la bonne « éducation pratique » que les leaders (étatiques, religieux, familiaux et autres) ont l'obligation de donner au travers de leur bonne conduite exemplaire.

Cette mal gouvernance est principalement marquée par une inertie dans la lutte contre la néocolonisation monétaire, linguistique (l'usage exclusif du français comme langue nationale) et spirituel (ethnocentrisme occidental)¹ ; le non-respect de la sacralité des ressources appartenant aux peuples ; un amour immodéré du luxe, sans aucun souci de la misère ambiante ; une déification des richesses matérielles, des plaisirs et de la passion du pouvoir qui facilite les acquisitions illicites et les jouissances débridées ; la non priorisation des investissements développants ou impactant positivement les conditions de vie des populations surtout celles les plus démunies ; le défaut d'exemplarité d'un nombre trop élevé de leaders étatiques, incapables alors de mobiliser les peuples dans le cadre d'un culte du travail, de l'honneur, de l'excellence et du mérite, et l'existence de nombreuses injustices entre les Hommes, les communautés et les terroirs, qui induisent des frustrations, des révoltes et des différends intercommunautaires qui sont exploités par les « ennemis extérieurs » pour perpétuer l'insécurité propice à la continuation de leur « domination-exploitation ».

Conséquemment cette mal gouvernance, alimente l'absence de paix ; favorise la perpétuation des vices qui ont corrompu les rapports sociaux ; constitue un obstacle dans la marche vers les intégrations politiques des pays africains, et est un frein à l'optimisation de la vitesse d'évolution des pays vers un niveau de développement socioéconomique permettant de donner aux peuples le bonheur qu'ils méritent. Cette crise morale, ou « crise de l'éthique et de la morale », en Afrique est donc inséparable de la mal gouvernance et ne peut être combattue que par des « dynamiques nationales » dont l'épine dorsale doit être l'éducation au sens large du terme (*éducation dans les systèmes de l'Éducation nationale et dans les écoles confessionnelles ainsi que des opérations de conscientisation*).

L'éducation est en effet le seul outil permettant de transformer, de réorienter ou de formater les cœurs et les esprits des citoyens, pour obtenir d'eux une conduite conforme aux exigences d'un sursaut patriotique devant libérer l'Afrique des forces d'inertie qui la maintiennent dans une situation toujours catastrophique. Transformation des cœurs et des esprits², car il est universellement admis qu'ils sont les sources de toutes les œuvres humaines (bonnes ou mauvaises) et qu'ils sont le réceptacle de la spiritualité de chaque Homme, qui se construit sur la base des différentes éducations théoriques et pratiques reçues et qui conditionne son éthique personnelle, c'est-à-dire, sa manière d'être et de faire dans ses différents états et fonctions.

Sursaut patriotique, car le patriotisme est incontestablement la vertu rédemptrice des pays africains et du Continent. « Sentiment le plus noble et le plus généreux », le patriotisme est le « premier motif qui nous excite aux belles actions ». « Source des sacrifices les plus sublimes », il est un rempart efficace contre toutes les mauvaises pratiques » dans la gestion des affaires publiques, au service de l'État et des citoyens.

Nous voulons donc par cet article, qui doit être considéré comme une suite de l'article susmentionné et d'un autre intitulé « Oui, le franc CFA n'est pas notre plus grand handicap ! » publié dans le site de l'Initiative citoyenne « Jog Ngir Senegaal » le 21 octobre 2024, renforcer notre modeste contribution au changement de perspective, afin que dorénavant toutes les réflexions, sur les buts et objectifs de l'Union Africaine (UA) et de la CEDEAO³ ainsi que sur le sous-développement, la marginalisation et le « Paradoxe du Continent africain » (riche de ses ressources minières, pétrolières gazières, halieutiques et hydriques ainsi que de ses terres facilement cultivables et incapable de sortir globalement ses peuples de la misère après plus de soixante ans d'indépendance), prennent en compte les mentalités des leaders étatiques et des administrés comme le facteur le plus déterminant.

Inspiré du contenu de deux (2) réflexions⁴ déjà conduites et titrées « L'afropatriotisme pour l'intégration politique du continent africain » et « Les relations de la France avec ses anciennes colonies d'Afrique noire : le temps des vraies indépendances », cet article s'articule autour des points suivants : « Le patriotisme et l'afropatriotisme » (I.) ; « Les sources de motivation et les préalables à l'Union africaine ou aux Unions régionales » (II.) ; « Ce qu'il faudrait à l'Afrique en général et à la CEDEAO en particulier » en ce qui concerne la gouvernance et le type de dirigeants (III.), et « le rôle que les panafricanistes ou afropatriotes doivent jouer » (IV.) pour le changement des mentalités.

I. LE PATRIOTISME ET L'AFROPATRIOTISME

Le patriotisme est un amour pour sa patrie qui conduit à ressentir de la fierté pour elle et de souhaiter profondément son développement, dont objectif ultime est le bonheur de ses membres. Le patriote est dès lors prêt à se dévouer au service de sa Patrie pour optimiser sa contribution au bonheur collectif quel que soit son rang et à se battre pour défendre ses intérêts.

Pour le Maréchal de Belle-Isle dans « Testament à son fils sur les devoirs du Chef militaire », le patriotisme ou « l'amour de la patrie est le sentiment le plus noble et le plus généreux. Il nous porte à l'aimer plus que nous-mêmes ; car un vrai Citoyen est toujours disposé à lui sacrifier ses biens, ses intérêts les plus chers, son sang et sa vie. Ce sentiment est juste, puisque du moment que les hommes ont vécu en société, l'amour de soi-même a dû céder à celui du bien public... L'amour de la Patrie doit être le premier motif qui nous excite aux belles actions... L'amour de la Patrie, bien loin d'être un sentiment féroce (chauvinisme), est la réunion des sentiments qui nous attachent à nos parents, à nos femmes, à nos enfants, à nos amis, aux lieux témoins de nos premières jouissances ; comment un tel amour pourrait-il inspirer la haine du monde ?».

Si le patriotisme pousse le militaire à « l'acceptation consciente » de la mort pour la Patrie, elle exige de chaque citoyen une « disponibilité à lui sacrifier ses biens, ses intérêts les plus chers ». Un citoyen patriote, accepterait conséquemment, de manière inconditionnelle, la primauté des intérêts de la Patrie sur tous les autres intérêts nationaux ou étrangers, et aurait une volonté inébranlable, de respecter scrupuleusement ses devoirs constitutionnellement définis, de tenir son rang le mieux possible, en donnant le meilleur de lui-même pour contribuer dans la mesure de ses possibilités au bonheur collectif, tout en s'interdisant de faire un quelconque tort à ses concitoyens et à toutes les personnes morales (État, Organisme employeur, Communauté d'appartenance et « clients »).

Le patriotisme est une vertu globalisante, faisant appel, dans ses différentes expressions, à bien d'autres valeurs ou qualités humaines, telles que le dévouement, l'altruisme, le désintéressement, l'acceptation de la primauté des intérêts de la Patrie et le respect de la sacralité des ressources appartenant au peuple. Par contre le « sous-développement mental »⁵ et tous les vices qui ont corrompu les rapports sociaux (*déification des richesses matérielles, la passion des plaisirs et du pouvoir qui, dans un système de mal gouvernance, facilite les acquisitions illicites et les jouissances débridées, le mensonge l'hypocrisie, la diffamation, la calomnie, la délation, le non-respect des engagements et de la parole donnée, la flagornerie, les louanges mensongers, l'égoïsme, l'injustice et l'iniquité, ainsi que la méchanceté, la jalousie et l'envie qui sont souvent opérationnalisées par des actes maléfiques comme le maraboutage*) constituent des freins au développement du sentiment patriotique et freinent conséquemment la vitesse d'évolution des pays vers le développement socioéconomique.

Dans tous ses aspects, le patriotisme (« Amour de la Patrie ») est incontestablement un attribut des « Hommes de bien », car il est un rempart efficace contre toutes les mauvaises pratiques qui causent des dommages à l'État, comme « l'amour des prochains » s'oppose à la commission volontaire d'œuvres qui leur portent préjudice.

En fait, l'amour de ses prochains soutient le patriotisme, car qui aime ses prochains aime ce qui les unit, c'est-à-dire la Patrie, au plus haut niveau, après les Organismes employeurs et les Communautés d'appartenance. Pour les croyants, l'amour est en principe une vertu naturelle car Dieu a fait de l'injonction « Aime ton prochain comme toi-même » (pour les Chrétiens) ou « Souhaite à ton prochain ce que tu souhaites

à toi-même » (pour les musulmans) le commandement le plus important après son adoration exclusive. Quand un croyant aime toutes les créatures de Dieu, porteuses de « Son Esprit » et de « Son Souffle », alors il aime la Patrie qui les unit. D'ailleurs, il est éloquemment dit dans la Bible, que « Si quelqu'un dit : J'aime Dieu, et qu'il haïsse son frère, c'est un menteur ; car celui qui n'aime pas son frère qu'il voit, comment peut-il aimer Dieu qu'il ne voit pas ? Et nous avons de Lui ce commandement : que celui qui aime Dieu aime aussi son frère. » (*Première Epître de Jean (1Jn) 4 : 20, 21*)

Ci-après quelques-uns des différents aspects ou expressions du patriotisme :

- *Le patriotisme constitutionnel*, qui commande que chaque citoyen respecte scrupuleusement les devoirs institués par la Constitution et les instruments internationaux et assume, en tant qu'élément de l'ensemble du Peuple, les obligations qui découlent des convictions, des considérations, des affirmations, des proclamations dudit peuple et de ce à quoi il est attaché ; toutes ces « orientations générales » données par les peuples souverains apparaissant généralement dans les Préambules des Constitutions ;

- *Le patriotisme sécuritaire*, qui fait que le citoyen en général, et l'agent des Forces de défense et de sécurité en particulier, évite tout ce qui peut porter atteinte à la paix, à la sécurité, à la tranquillité, à la salubrité et à la cohésion sociale et agit dans le sens de la consolidation des acquis sécuritaires ;

- *Le patriotisme économique*, qui suppose, loin de toute idée de protectionnisme étroit, une préférence nationale dans la consommation des denrées, fournitures et matériaux produits ou vendus par les compatriotes ainsi que dans l'adjudication des marchés publics ;

- *Le patriotisme judiciaire*, qui veut que le juge s'évertue à sauvegarder son indépendance, à juger en toute justice, et que tous les citoyens, en particulier les gouvernants, s'interdisent d'intervenir dans les affaires judiciaires pour permettre à des transgresseurs d'échapper à la justice ;

- *Le patriotisme politique*, qui commande la sauvegarde de la primauté des intérêts nationaux dans les relations internationales, mais aussi l'implication citoyenne pour le respect des règles et principes de l'État de droit, de la démocratie, des droits de l'homme, de la sacralité des ressources appartenant au peuple et de la transparence dans la gestion des affaires publiques ;

- *Le patriotisme dans l'exercice de l'autorité*, qui exige que le leader fonde l'exercice de son autorité sur l'amour, la vérité, la justice, l'équité, la fermeté, l'humanité et la sauvegarde de la primauté des intérêts de l'Organisme employeur sur tous les intérêts particuliers. Il suppose aussi que les subordonnés respectent leur devoir de loyauté (et non de **loyalisme**) et soient déterminés à œuvrer pour tenir leur rang le mieux possible afin d'optimiser leur contribution aux performances de cet Organisme qui unit tous ses serviteurs ;

- *Le patriotisme médiatique*, qui commande notamment que les leaders des médias, aient un sens aigu de leurs responsabilités, en ce qui concerne la sauvegarde de la paix, la discipline, la cohésion sociale, la bonne éducation des citoyens et l'épuration des mœurs sociales, politiques et gouvernementales, et s'interdisent notamment d'offrir leurs plateaux à des gens dont les propos flétrissent la cohésion sociale ou portent atteinte au respect dû aux Institutions, aux autorités et aux personnes âgées.

Le patriotisme est donc une vertu indispensable à tous ceux qui ont la lourde charge de gouverner, de diriger ou de commander. Il précède l'afropatriotisme porté par tous les dirigeants qui veulent contribuer à l'optimisation de la vitesse d'évolution des pays vers une vraie indépendance, dans une Afrique unie, forte, prospère et capable de garantir le bonheur de ses peuples.

L'« Afropatriotisme » est défini comme : « Un amour pour l'Afrique, un attachement sentimental au Continent, se manifestant par la ferme volonté de promouvoir son intégration politique ; par la fierté de lui appartenir ; par le souhait ardent de pouvoir optimiser sa contribution à son développement pour le bonheur de tous ses fils et par une disponibilité à lui sacrifier ses biens, ses intérêts les plus chers, son sang et sa vie ». Cet « afropatriotisme » a la primauté sur le patriotisme pour toutes les affaires qui relèveraient de l'Organe supranational au niveau du Continent ou des cinq (5) Régions africaines (Afrique de l'ouest ; Afrique centrale, Afrique du nord, Afrique de l'Est et Afrique australe) si l'évolution par les « cercles concentriques » est choisie.

Compte tenu principalement du retard déjà noté dans la mise en place des institutions financières continentales, des **graves problèmes sécuritaires**, des disparités dans les modes de gouvernance et des difficultés que rencontrent les Organisations régionales, notre préférence est pour l'union africaine par les cercles concentriques.

Cet amour de sa Patrie et de l'Afrique doit être nourri, par une bonne conscience du devoir d'optimiser sa contribution au bonheur des peuples africains ; par l'indispensable réaction contre la colonisation et la néocolonisation durant lesquelles, surtout pour les ex-colonies françaises, la France, d'abord seule et ensuite au sein de l'Union européenne, a choisi d'exploiter, de balkaniser, de faire éliminer des dirigeants patriotes et afropatriotes, d'encourager la mal gouvernance qui a fait naître de nouvelles dépendances, de mettre en place des stratégies de perpétuation de la « domination-exploitation » au travers des aides au développement

et d'accords⁶ qui n'ont pas permis à l'Afrique de s'industrialiser et de se développer, et enfin d'intervenir injustement en Libye avec comme unique objectif d'éliminer le Colonel Mouammar Kadhafi dont l'engagement dans la mise en place des Institutions financières prévues dans les articles 5 et 19 de l'Acte constitutif de l'Union africaine et la création d'une monnaie africaine étaient perçus comme une sérieuse menace contre les intérêts occidentaux en Afrique.

II. LES SOURCES DE MOTIVATION ET LES PRÉALABLES À L'UNION AFRICAINE OU AUX UNIONS RÉGIONALES

Les conséquences désastreuses de cette intervention militaire étrangère, avec une Union Africaine qui a laissé faire, et un Comité ad hoc de haut niveau sur la Lybie trop timoré, sont dramatiques surtout pour les pays de la « Confédération des États du Sahel » ; et depuis 2011, les puissances étrangères, aux intérêts divergents, encore présents dans ce pays ou y soutenant les factions, sont incapables de rétablir la paix dans ce pays injustement déstabilisé. En fait, cette intervention n'a été qu'un élément de cette stratégie de gouvernants occidentaux qui veulent maintenir la balkanisation du continent africain et s'opposer à l'avènement d'une paix propice à l'avènement d'une union politique antinomique avec la perpétuation du rôle de simples pourvoyeurs de matières premières qu'ils veulent que les pays africains continuent de jouer.

Cependant, l'honnêteté intellectuelle commande d'affirmer, que si l'émiettement du continent s'est perpétué, jusqu'ici, c'est principalement parce que depuis les indépendances et après le rejet de l'appel du Président Nkrumah à une Union politique de l'Afrique, tous les gouvernants africains n'ont pas pu, se présenter comme de vrais patriotes, déterminés à défendre « solidairement » les intérêts du continent et aptes, notamment par leur exemplarité et des programmes éducatifs adaptés à développer suffisamment le sentiment patriotique et afropatriotique des peuples qui n'ont pas été assez mobilisés pour la grandeur du Continent. Il importe que le changement amorcé avec l'augmentation du nombre de Chefs d'État patriotes s'accélère !

Dans la recherche de la grandeur du Continent, les dirigeants (gouvernants et hauts commis des États) doivent être motivés par la conviction que, dans les conditions actuelles, le bonheur des peuples africains est le cadet des soucis des gouvernants des puissances (grandes et émergentes) qui viennent « chasser » en Afrique, et parmi lesquelles, certaines surtout en Occident, semblent être prêtes à tout faire pour la perpétuation de la balkanisation qui facilite l'exploitation de pays « pauvres mais riches », malheureusement avec le soutien de « traîtres »⁷ africains qui, pour la recherche ou le maintien du pouvoir, pour des rivalités malsaines ou pour d'égoïstes intérêts, pactisent avec des « sapeurs-pompiers pyromanes » qui divisent les pays africains pour mieux asseoir leur « domination-exploitation ».

Dans leur obligation de s'opposer à la perpétuation de la néocolonisation et prendre en charge pleinement le destin de leur pays, les dirigeants africains doivent aussi être motivés par les preuves obtenues de l'implication de ressortissants de ces pays qui, venant « chasser » dans le Continent, n'hésitent pas à y déverser, des armes pour soutenir le terrorisme, les rebellions et les groupes armés, mais aussi à y écouler des produits alimentaires, des produits pétroliers, ou pharmaceutiques impropres à la consommation, montrant ainsi que leurs intérêts financiers, pour le bonheur de leurs peuples, sont au-dessus de la santé des Africains, surtout des Noirs toujours victimes de racisme.

Les dirigeants doivent en plus être motivés par l'impérieuse nécessité de se placer du côté des peuples et lutter contre le « sous-développement mental » de beaucoup de leurs pairs qui consolident l'ethnocentrisme occidental qui a servi de justification à la traite négrière et à la colonisation, et favorisent la continuation de rapports néocoloniaux fortement marqués par le manque de respect et la volonté d'imposer « un modèle de développement » qui apparaît clairement dans le discours du Président de la République française Emmanuel Macron prononcé le mardi 28 novembre 2017 à Ouagadougou (Burkina Faso). De ce discours émerge une volonté de perpétuer un ordre économique mondial dans lequel les pays du Continent africain joueraient un rôle de pourvoyeurs de matières premières et de consommateurs de produits alimentaires transformés et d'équipements fabriqués avec des composants provenant des richesses africaines.

Les dirigeants doivent en outre être motivés par la conscience du fait que des gouvernants étrangers au Continent et des lobbies (LGBTQIA+, Libres penseurs athées et autres) cherchent à corrompre les esprits des citoyens africains par une forte vulgarisation de « pseudo-cultures » et par des manœuvres visant à imposer un modèle de société basée sur l'individu-centrisme, le libertinage, la débauche, la perversion sexuelle et l'athéisme qui détruiraient leur sentiment patriotique, les éloigneraient de leurs religions, de leurs valeurs fondamentales et les empêcheraient de vivre et de fonder leur gouvernance et leur citoyenneté sur le culte du travail et sur « l'amour, la vérité, la justice et l'équité », les rendant ainsi, incapables d'optimiser la vitesse de construction d'un développement socioéconomique qui garantirait le bonheur des peuples africains et serait un bon legs pour les générations futures qui devraient vivre dans des États-Unis régionaux d'Afrique ou dans les États-Unis d'Afrique.

Tous les leaders africains doivent, par ailleurs comprendre que c'est l'inadéquation des modes de gouvernance, se traduisant principalement, par un leadership déficient et le déficit de patriotisme qui ouvrent la voie aux manipulations par les ennemis intérieurs et extérieurs du continent, au rejet de la primauté de l'intérêt général et aux « accaparements » ; par le non-respect délibéré et persistant des règles et principes de garantissant le bon fonctionnement des Etats, avec notamment de graves injustices entre les hommes et les terroirs, et par les nationalismes étroits et le manque de solidarité entre les États, qui explique l'incapacité des gouvernants à prévenir et résoudre de nombreux différends intercommunautaires et interétatiques qui font de l'Afrique le principal réceptacle des Opérations de paix des Nations unies, nourrit la perpétuation de la balkanisation et freine la vitesse de marche des pays vers un niveau de développement socioéconomique capable de garantir aux peuples africains le bonheur qu'ils méritent.

Il est en effet, utopique de penser qu'un pays où le respect de ces règles et principes est une réalité, avec un Chef d'État qui se conduit justement comme le premier des serviteurs de l'État, déléataire du Peuple souverain, et non comme un « maître » ou un « propriétaire du pays » (« Boorum reew mi » en wolof) pouvant tout se permettre, pourra s'unir avec un autre où la gouvernance est sciemment inscrite dans un environnement fortement marqué par les détournements, les injustices, les exclusions, le népotisme, les atteintes aux droits de l'homme, l'absence de patriotisme économique, la corruption et le vol sous toutes ses formes. L'adage qui veut que « qui se ressemblent s'assemblent » ou « Oiseaux de même plumage volent en compagnie » s'applique aussi dans le domaine des intégrations et il est incontestable que c'est l'intégration politique qui donne du sens et dynamise les intégrations économique et monétaire qui n'atteindront leur pleine efficacité que quand il y aura des patriotes afropatriotes à la tête de tous les États. Cette intégration ou union politique des pays africains restera un rêve qui ne se réalisera jamais, tant que la paix entre les communautés nationales, entre les États et la victoire sur le terrorisme ne seront pas des réalités.

Toutes ces certitudes nous imposent d'essayer de formuler « ce qu'il faudrait à l'Afrique en général et à la CEDEAO en particulier », principalement dans le domaine de la gouvernance et du type de dirigeants pour optimiser la vitesse d'évolution vers l'union politique et le développement du Continent.

III. CE QU'IL FAUDRAIT À L'AFRIQUE ET À LA CEDEAO

Mme Axelle Kabou dans son livre « Et si l'Afrique refusait le développement ? », paru en mars 1991, écrit en page 30 : « Les causes officielles du retard de l'Afrique (même et surtout quand il s'agit de prendre la défense des africains) sont si abstraites qu'il ne faudrait rien moins que détruire les grilles d'analyse en vigueur depuis trente ans pour que, l'Africain soit enfin en mesure d'apprécier le poids de ses modes de pensée, de ses choix sociaux et économiques sur ses diverses contre-performances »⁸.

Près de trente-quatre (34) ans après, il peut être affirmé que globalement la « situation catastrophique » dans laquelle se trouvait l'Afrique est toujours actuelle, par rapport à l'évolution des autres continents, et qu'elle est principalement due au leadership déficient, au déficit de patriotisme et d'afropatriotisme de ses dirigeants qui n'ont pas pu bien éduquer leurs peuples et les mobiliser, dans le cadre d'un culte du travail, de l'honneur, de l'excellence et du mérite, afin de pouvoir optimiser la vitesse d'évolution vers un développement socioéconomique à l'instar d'autres États qui étaient au même niveau qu'eux au début des années soixante. Aussi, importe-t-il d'essayer de formuler ce qu'il faudrait à l'Afrique pour rompre d'avec les forces d'inertie qui empêchent les pays du Continent d'avancer résolument au moins vers l'union politique de chacune des cinq (5) Régions du Continent.

L'Afrique et la CEDEAO ont besoin de gouvernants capables de faire preuve d'afropatriotisme et de s'appropriier, au niveau de chacune des cinq (5) régions, l'esprit qui animait Nkrumah au début des indépendances, afin de pouvoir taire toutes leurs divergences, qui sont moins importantes que la recherche de la grandeur du Continent. Les dirigeants de la sixième région de l'Union Africaine qui est celle de la Diaspora⁹ sont classés parmi les panafricanistes desquels ce qui est attendu sera formulé plus loin.

L'Afrique et la CEDEAO ont besoin de dirigeants qui ont une claire conscience des limites de la « dénéocolonisation monétaire », au regard de toutes les exigences du développement. Ils doivent savoir « qu'il y a de nombreux autres facteurs non monétaires, liés principalement à l'éthique personnelle des gouvernants (leur manière d'être et de gérer les affaires publiques) et à la pertinence des politiques ou des choix des priorités socioéconomiques, qui sont plus déterminants dans le développement global de ces pays » de l'UEMOA.

L'Afrique et la CEDEAO ont besoin de dirigeants (gouvernants et autres hauts commis des États) qui feront preuve d'exemplarité, notamment par leur sobriété et seront les premiers à souffrir tous les sacrifices qu'impose une marche résolue vers le développement socioéconomique. Préférant l'inscription de leur nom dans la postérité, grâce à des œuvres patriotiques, aux privations et aux douleurs qu'ils vont endurer pour construire généreusement au profit des générations futures la meilleure Afrique possible, aux richesses

matérielles et aux jouissances de ce monde, ils seront certainement soutenus par les populations au sentiment patriotique judicieusement développé, quels que soient les privations et les sacrifices qui seront attendues d'elles. Dans ce cadre, la rationalisation des dépenses de fonctionnement des États et des Organisations internationales (UA, CEDEAO, UEMOA, etc.), notamment par la suppression de toutes les structures non indispensables ainsi que de tous les avantages et privilèges financiers injustifiés au regard du niveau de sous-développement des pays ou du Continent, est un impératif. Les économies qui seront réalisées devront être orientées vers des investissements développants, sécurisants, fédérateurs ou impactant positivement les conditions de vie des citoyens les plus démunis.

L'Afrique et la CEDEAO ont besoin de dirigeants qui donneront, au travers de leurs bonnes manières d'être et de faire, une « bonne éducation pratique » qui va justifier et renforcer « l'éducation sociale, morale et civique » devant être dispensée par les systèmes d'Éducation nationale et « les opérations de conscientisations » qui seront conduites en dehors desdits systèmes par différents acteurs. Cette éducation au sens large, adaptée par la prise en compte des « valeurs socioculturelles fondamentales qui constituent le ciment des Nations », devrait permettre, par la culture de la haine des vices qui ont corrompu les rapports sociaux et l'amour des valeurs susmentionnées, de transformer, de réorienter ou de reformater les cœurs et les esprits des citoyens et faire d'eux des patriotes et afropatriotes vertueux, plein d'honneur et utiles à leurs pays et au Continent. Conséquemment, ces citoyens accepteraient de manière inconditionnelle la primauté de l'intérêt général sur tous les intérêts particuliers ; auraient la volonté d'optimiser leur contribution au développement socioéconomique de leur pays et du Continent, quel que soit leur rang, et seraient déterminés à fonder leurs rapports interpersonnels et ceux avec les personnes morales (États, Communautés d'appartenance, Organismes employeurs et « clients ») sur « l'amour, la vérité, la justice et l'équité ».

Bien éduqués ou adéquatement conscientisés, les citoyens seront facilement mobilisables dans la poursuite d'objectifs clairement définis (au mieux de manière inclusive) et pourront répondre positivement à l'encouragement de l'épargne des ménages, par la lutte contre les gaspillages à l'occasion des événements familiaux, culturels et religieux, ainsi que par la lutte farouche contre les accaparements, la fraude, la corruption, les flux de capitaux illicites, les contrats mal négociés, les exonérations fiscales abusives et les réformes fiscales inadéquates, avec comme objectif l'optimisation des capacités de financement par des ressources internes.

L'Afrique et la CEDEAO ont besoin de dirigeants décomplexés ayant une mentalité de « patriotes-développeurs », rigoureux, capables de mettre en avant les intérêts des peuples, d'élaborer et d'implémenter des politiques permettant d'optimiser la vitesse de réalisation des préalables à l'avènement des cinq (5) Unions politiques régionales et la prise de mesures idoines pour que les complémentarités, les solidarités, les politiques communes, les mutualisations, les spécialisations, les échanges commerciaux, les épargnes domestiques, le patriotisme économique, la préférence à donner aux experts et entrepreneurs africains, la qualité des ressources humaines scientifiques et techniques en fonction des besoins des secteurs de la production et de la transformation, l'investissement dans l'innovation technologique et l'intelligence économique, le consommateur local, l'autosuffisance alimentaire, le transfert de technologie au travers des contrats avec des entreprises étrangères, la mise en place des infrastructures de base et l'industrialisation transformatrice des productions agropastorales, halieutiques et des ressources minières, pétrolières et gazières soient développés au détriment des égoïsmes nationaux et des concurrences retardatrices et handicapantes.

L'Afrique et la CEDEAO ont besoin de gouvernants conscients du fait que le pilier « Gouvernance et État de droit » de la « vision 2050 de la CEDEAO » qui a des impacts sur tous les autres piliers est le plus important et qu'obtenir dans chacun des pays un respect scrupuleux des règles et principes garantissant le bon fonctionnement des États devrait être le principal objectif des plans qui seront développés et implémentés pour ce deuxième pilier. Les dirigeants devraient ensuite prioriser l'intégration politique qui induirait des obligations de solidarité au travers de politiques communes notamment dans des secteurs jugés stratégiques comme la défense, la diplomatie, la formation, l'agriculture, la pêche, l'industrialisation et les infrastructures. Si tel n'est pas le cas, la « vision 2050 de la CEDEAO » et l'« Agenda 2063 de l'Union Africaine » qui a déjà connu de grands retards dans sa mise en œuvre, au regard des sept (7) aspirations retenues, seront à terme des « rêves brisés » pour le grand malheur des peuples africains et des générations futures.

L'Afrique et la CEDEAO ont besoin de dirigeants assurant une gouvernance fondée sur l'amour, la vérité, la justice et l'équité entre les hommes, les communautés et les différents terroirs. Ce faisant, ces dirigeants pourront facilement conscientiser les leaders des communautés et des terroirs pour la consolidation des Nations par le développement d'une véritable volonté de vivre ensemble qui minimiserait les conflits intercommunautaires. En effet, si tous les leaders sont des patriotes, nécessairement honnêtes et bien informés de l'importance et de la primauté de ce qui les unit, tous les différends pourront être résolus de manière pacifique

car de vrais patriotes pourront toujours trouver des consensus. Pour un Chef d'État, être obligé d'affecter trop de ressources publiques à la résolution de problèmes de sécurité intérieure ; pour combattre une partie de son peuple égarée principalement par un déficit de patriotisme ou des interférences étrangères, ou révoltée par une mal gouvernance faite notamment d'injustices et de répressions abusives, c'est faillir et être incapable d'optimiser le temps et les ressources à consacrer au développement pour le bonheur de son peuple.

L'Afrique et la CEDEAO ont besoin de gouvernants ayant pris conscience de l'impérieuse nécessité qu'ils ont à faire preuve de solidarité pour prendre en compte eux-mêmes le règlement définitif de leurs problèmes de sécurité et non se complaire dans une sorte « d'indigence ou d'infantilisation militaro-sécuritaire »¹⁰ qui fait des pays africains des « obligés » de tous ces pays qui viennent pour aider à rétablir une paix et qui en profiteront pour exploiter les richesses des pays africains maintenus séparément dans une indigence technologique ou industrielle. Autrefois ce fut la France, aujourd'hui on se tourne vers la Russie.

La CEDEAO a besoin de gouvernants qui comprennent que sans paix, il ne peut y avoir de développement et que, tant que les pays de la Confédération des États du Sahel et le Nigeria n'arriveront pas à éradiquer le terrorisme ou à le réduire à un épiphénomène, l'Union politique des États de la CEDEAO déjà fissurée sera une chimère, et il est évident qu'à moyen terme aucun des pays de la CEDEAO, se trouvant à l'Ouest et au Sud du Mali, du Burkina Faso et du Nigéria, vers l'Océan atlantique et le Golfe de Guinée, ne sera épargné par les actions des groupes armés, dont « l'objectif final serait la conquête du Golfe de Guinée et le contrôle de ses richesses »¹¹ La preuve est que le Nord du Bénin plus proche de « la zone des trois frontières » des pays de ladite Confédération est actuellement confronté aux actions terroristes. Ils doivent aussi savoir qu'un Nigéria en paix totale avec des peuples reconciliés formant une vraie et grande Nation, gouvernée par des afropatriotes pourra « tirer les autres pays vers le haut en acceptant de supporter une grande partie des coûts économiques et des coûts sociaux » d'un « État fédéral d'Afrique de l'Ouest ».

L'Afrique a besoin de gouvernants capables de réformer l'organisation et le fonctionnement des Organes de l'Union africaine et des Communautés économiques afin d'annihiler cette solidarité des Chefs d'États au détriment des intérêts des peuples. Pour cela, les relations entre Chefs d'État doivent être fondées sur la vérité, la justice, l'équité, la primauté inconditionnelle des intérêts des peuples et le strict respect des instruments (Traités, Chartes, protocoles,...) afin de pouvoir renforcer leur capacité de prévention, de médiation et de « proposition-supervision » de l'application de mesures correctrices des abus de pouvoir, des tripatouillages de constitution et d'autres dérives dans la gouvernance des affaires publiques qui freinent le développement des pays et conduisent à des révoltes et à des coups d'État qui remettent en cause les processus d'évolution démocratique des pays.

En amont de ces interventions préventives des Organes régionaux et africains, les plus hautes autorités des Forces de défense et de sécurité des différents pays ont un rôle important à jouer, pour ne pas voir des hommes sortir de leurs commandements pour prendre le pouvoir des mains de gouvernants civils qui ont été, en principe, démocratiquement élus par les peuples. Partant du principe qu'il vaut mieux prévenir que guérir, l'Afrique en général et la CEDEAO en particulier ont besoin que ces hauts responsables des Forces de défense et de sécurité, principalement préoccupés par le bien des Peuples souverains, dans le respect strict des lois et règlements, s'interdisent d'être les complices des politiciens qui gouvernent, quand, égarés par la passion du pouvoir, ils envisagent de prendre des décisions n'allant manifestement pas dans le sens de la sauvegarde des intérêts supérieurs de la Nation ou pouvant pousser une partie du peuple à une révolte qu'ils auront du mal à gérer.

Agissant en homme d'honneur, irréprochables dans l'emploi des ressources mises à leur disposition pour que l'intégrité du territoire, la paix, l'ordre public, la salubrité, la tranquillité soient assurées, Ces hauts responsables des Forces de défense et de sécurité ont l'obligation de s'ériger courageusement en lanceurs d'alerte et en conseillers sincères discrets des Présidents de la République et des autres gouvernants afin qu'ils ne posent pas des actes ou ne conduisent pas des politiques manifestement injustes ou antipatriotiques pouvant induire des réactions qui les obligeraient à intervenir pour apporter des rectifications. Il est évident que si les politiciens qui gouvernent sont de vrais patriotes, ils accepteront tous les conseils donnés et les alertes lancées respectueusement par ces hauts responsables loyaux, ayant bâti leur capacité de jugement, dans la durée des services patriotiques qu'ils ont rendus, et qui ont l'obligation d'être du nombre des principaux défenseurs de la primauté de l'intérêt général sur tous les intérêts particuliers.

IV. LE RÔLE DES PANAFRICANISTES

La voie d'une Afrique dirigée par des gouvernants non patriotes, n'hésitant pas à trahir leur serment, et ne veillant pas au strict respect des règles et principes garantissant le bon fonctionnement des États, est donc une voie sans issue qui fera de l'Afrique, un continent avec des îlots de prospérité, mais où globalement les peuples n'auront pas la paix et le bonheur qu'ils méritent.

C'est pourquoi, nous pensons que les panafricanistes d'Afrique et de la Diaspora, à qui hommage est rendu pour le rôle important qu'ils ont joué jusqu'ici, doivent changer de perspective en mettant plus l'accent sur les causes sociologiques et mentales, de l'incapacité des pays africains d'optimiser leur vitesse d'évolution vers un niveau de développement socioéconomique apte à sortir les citoyens de l'extrême pauvreté, et vers l'avènement de véritables d'Unions régionales ou d'une vraie Union africaine.

Les panafricanistes et tous ceux qui sont préoccupés par le bon devenir des pays du Continent doivent se convaincre que « le bon combat actuel » est celui pour le changement ou la « révolution » des mentalités, le développement du sentiment patriotique et « afropatriotique », et l'épuration des mœurs sociales, politiques et gouvernementales.

Compte tenu du fait que l'éducation est le principal outil permettant de transformer, réorienter et reformater les cœurs et les esprits pour obtenir des Hommes la conduite désirée, les panafricanistes devraient, contribuer à l'adaptation de l'éducation sociale morale et civique et à la conduite d'opérations de conscientisation adaptées par la prise en compte comme adjuvant des valeurs socioculturelles fondamentales africaines. Ils devraient aussi aider les dirigeants actuels dans l'élaboration de lois et règlements, indispensables à l'avènement d'environnements propices à des comportements vertueux et patriotiques de la part des serviteurs des États. Ces lois et règlements devraient comprendre dans chaque pays un Code de déontologie des agents de l'État qui serait la source de l'éducation morale et des « opérations de conscientisation » de ceux qui ont présentement la charge de gouverner, de diriger ou de commander, afin qu'ils acquièrent tous la « sagesse totale »¹² et œuvrent patriotiquement pour faire de la bonne gouvernance des États une réalité qui permettra alors un engagement dans l'intégration politique qui sortira l'Afrique de sa marginalisation actuelle.

Les panafricanistes devraient en outre soutenir les gouvernants dans la mise en place de systèmes de contrôle et d'inspection adossés sur le culte du travail, de l'honneur, de l'excellence et du mérite, qui seront efficaces parce que préventifs, dissuasifs, formateurs, émulateurs (sanction positive des actes extraordinaires de bonne gestion) et aptes à faire réprimer adéquatement toutes les malversations et autres dérives comportementales telles que les atteintes aux droits des citoyens et des « clients » bénéficiaires des services publics.

Les panafricanistes et les afropatriotes devraient par ailleurs réorienter leurs réflexions et leurs plaidoyers, vers ce changement de mentalités afin de contribuer à la disponibilité dans chacun des pays africains d'une masse critique de citoyens « patriotes-électeurs » qui pourront bien choisir ceux qui auront l'honneur de les diriger (les Chefs des États) et assurer un bon contrôle (citoyen) des actions et politiques publiques pour l'émergence de véritables et irréversibles démocraties prêtes à s'unir pour la grandeur du Continent.

Face aux menaces des hommes d'affaires étrangers, égoïstement prêts, avec le soutien des gouvernants de leur pays et de traîtres africains, à neutraliser les Chefs d'État patriotes et « afropatriotes » travaillant à l'émergence d'une Afrique vraiment indépendante, afin de pouvoir continuer à développer leurs affaires pour le bonheur continu de leurs peuples, sans aucun souci des conditions de vie des peuples africains, une masse critique de citoyens patriotes et afropatriotes, principalement dans tous les organismes gouvernementaux, y compris au sein des Forces de défense et de sécurité, permettra de minimiser le nombre des traîtres nationaux et de constituer un bouclier pour les dirigeants qui œuvrent pour la grandeur du Continent.

Tout le monde sait que ce sont de « puissants patrons nationaux et africains », à l'émergence desquels les gouvernants patriotes et afropatriotes doivent travailler qui seront les bâtisseurs de l'indépendance économique des pays africains unis et solidaires. Il s'agit donc pour les panafricanistes de contribuer à la minimisation du nombre des « traîtres » qui sont aussi des freins à l'éclosion de ces bâtisseurs, en obtenant que les choix des leaders au service des États (gouvernants et autorités de direction et de commandement) soient faits en fonction de leur valeur intrinsèque, en dehors de toute discrimination d'ordre politique, ethnique, religieux, parental ou amical, notamment avec des enquêtes sérieuses de moralité et des entretiens sérieux de « pré-nomination ». Ensuite, des systèmes de contrôle devraient permettre d'identifier rapidement les renégats et les écarter sans faiblesse, une fois qu'ils seront démasqués notamment au travers de la découverte de leur manque de loyauté ou de leur résistance, aux transformations systémiques progressistes, au respect des règles et principes garantissant le bon fonctionnement des États ou à l'application de la préférence nationale dans la commande publique.

Par leurs plaidoyers, les panafricanistes, les « afropatriotes » devraient aussi pouvoir : aider les opposants politiques qui aspirent à la gouvernance des pays africains, à prendre conscience de leur obligation de rechercher « sainement » le pouvoir en rejetant notamment tout soutien qui pourrait faire d'eux des « obligés d'intérêts nationaux ou étrangers », et encourager les régimes militaires à minimiser la durée de leur présence au pouvoir, dans le cadre des « indispensables transitions rectificatrices », afin que partout le pouvoir soit exercé par des citoyens élus de manière vraiment démocratique par le peuple et bénéficiant des conseils et alertes patriotiques des hauts responsables des Forces de défense et de sécurité.

Les panafricanistes devraient aussi contribuer à la réforme de la CEDEAO qui malgré ses faiblesses a été parmi les cinq (5) régions africaines la plus en avance en termes d'intégration. Débarrassée de ses tares, « des clichés et des stéréotypes » qui ont provoqué sa fissure, et consolidée dans ses acquis positifs, cette communauté rénovée, qui se transformerait, par analogie avec l'Union Africaine (UA), en « Union Ouest africaine » (UOA) ou en « Union des États d'Afrique de l'Ouest » (UEAO), devrait pouvoir intégrer la Confédération des États du Sahel (CES) dont les peuples et les dirigeants sont certainement en faveur des grands ensembles régionaux solidaires et à l'abri des ingérences de puissances étrangères dont la France. L'existence de la CES pourrait d'ailleurs avantageusement inspirer la création d'autres confédérations d'États demeurés fidèles à la Communauté (Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau et Guinée par exemple) et qui seront considérées par l'Organisation qui succèdera à l'actuelle CEDEAO, comme l'UA a eu à remplacer l'OUA en 2000.

Pour sauvegarder leur liberté de parole et d'action, qui doit être fondée invariablement sur l'amour, le respect, la vérité et la justice, et sauvegarder leur crédibilité, les panafricanistes doivent veiller à ce qu'aucun privilège ou avantage accordé, notamment par des gouvernants ne leur fasse perdre leur « devoir d'objectivité » qui a comme ennemi le « devoir de reconnaissance » surtout pour des services sollicités.

CONCLUSION

Pour conclure nous affirmons que rien de vraiment important et éternel ne peut être construit dans un pays sans patriotisme, vérité, justice, courage, sacrifice, solidarité, enthousiasme, passion, persévérance, planification, suivi, évaluation et appréciation des performances individuelles et collectives des différents Organes des États ou des Communautés. Les pertes de temps, les manques de dévouement et d'initiatives transformatrices, la non-institution du culte du travail, de l'honneur, de l'excellence et du mérite, la routine, l'amour du luxe et des privilèges, les gaspillages, le peu de souci des plus défavorisés, les improvisations, les erreurs de priorisation, la gestion du quotidien ou du court terme, ... auxquels nous sommes habitués dénotent une altération des grandes ambitions pour les pays, pour les Communautés régionales et pour l'Afrique par des ambitions personnelles et des égoïsmes nationaux retardateurs, handicapants et crisogènes comme c'est le cas actuellement entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda.

Réfléchissant en tant que croyant, fier de sa religiosité, nous recommandons très vivement, que dans tous les pays africains où l'écrasante majorité de la population est croyante (musulmans, chrétiens et adeptes de la religion « négro-africaine ») avec une majorité de musulmans et de chrétiens, que l'existence des deux livres sacrés (le Coran et la Bible) porteurs de prescriptions formelles, représentant la « Parole de Dieu » qui est « amour, vérité, justice et équité », soient judicieusement exploités pour pouvoir offrir aux enfants africains « la meilleure éducation sociale, morale et civique possible » et fonder les opérations de conscientisation sur ces deux sources écrites facilement consultables. Notre intime conviction est, qu'aucun des instruments (Charte, Traité, ...) produits par les hommes de notre temps ne peut égaler ces livres sacrés, particulièrement en ce qui concerne les rapports interpersonnels et ceux que les Hommes doivent entretenir avec l'État, l'environnement et les utilités communes par lesquelles les États assurent leurs charges régaliennes.

Cette recommandation s'impose parce que les égoïsmes, les égocentrismes, l'ethnocentrisme occidental, les racismes, l'athéisme, les communautarismes et les nationalismes étroits sont des expressions de la négation de la « Parole de Dieu ». Ce sont elles qui, en favorisant l'injustice sous toutes ses formes, hypothèquent la paix et alimentent les extrémismes et le terrorisme qui risquent de conduire l'humanité vers sa perte, si ceux qui sont contre l'évolution sociétale, que certains occidentaux tente d'imposer au reste du monde, perdent le combat qu'il y a lieu de mener avec courage et ouvertement avec l'« Épée de l'Esprit » qui est « la Parole de Dieu » génératrice de non-violence et de paix.

Comme l'écrivain Russe Alexandre Issaïevitch Soljenitsyne (1908 -2018) avait affirmé il y a longtemps que le trait marquant du XX^e siècle est que « les hommes ont oublié Dieu (...). Tout le XX^e siècle est aspiré dans le tourbillon de l'athéisme et de l'autodestruction (...). N'importe quelle tentative visant à sortir le monde de l'état critique dans lequel il se trouve est vouée à l'échec, à moins que nous ne revenions repentants vers le Créateur de toutes choses. Sinon nous ne verrons jamais le bout du tunnel et c'est en vain que nous le chercherons » ; notre intime conviction est que « le retour vers Dieu » est seul capable de sortir le monde de la crise morale dans laquelle, il s'est empêtré, pour la fin de tous ces négatifs « ismes » et pour que s'instaurent la cohésion, la confiance, la paix, la solidarité et la coopération dans le respect mutuel.

Que Dieu qui aime l'Afrique soutienne les panafricanistes dans leur devoir de conscientisation, et sort de leur égarement tous les dirigeants aveuglés par la passion des richesses matérielles, des plaisirs et du pouvoir, afin qu'ils changent de mentalité et mettent patriotiquement les intérêts des peuples au-dessus de tout, et aient le courage de s'engager dans une lutte contre tous les freins au développement socioéconomique, y compris des droits exorbitants injustement acquis ou ayant perdu avec le temps leur justification.

NOTES :

- ¹ : Nous avons dans la réflexion intitulée « Les relations de la France avec ses anciennes colonies d’Afrique noire : le temps des vraies indépendances » évoqués dans la note n°4 ci-dessous traité des « dé-néocolonisation » monétaire, linguistique et spirituel »,
- ² : Voir notre article intitulé « [Transformer les cœurs et les esprits pour réussir la " transformation systémique" du pays](#) »
- ³ : Voir articles 3 et 4 de l’Acte constitutif de l’UA du 11 juillet 2000 et articles 3 à 5 du Traité révisé de la CEDEAO du 24 juillet 1993.
- ⁴ : Réflexions portées par deux (2) dossiers joints à la « Lettre ouverte au haut Commissaire de l’État » autour de laquelle est bâti le « Livre 2 sur la crise morale au Sénégal ».
- ⁵ : Le « sous-développement mental » est l’état d’esprit (la mentalité) des leaders (Gouvernants, dirigeants, autorités de commandement, guides religieux, Chef traditionnels, parents et éducateurs) qui, volontairement, du fait de la poursuite égoïste d’intérêts personnels, n’assument pas correctement leurs charges et s’adonnent à des pratiques contraires à leur devoir d’exemplarité sans se soucier de leurs conséquences négatives et des préjudices qu’ils causent (directement ou indirectement) à toutes les personnes physiques et morales impactées par les dites pratiques.
- ⁶ : L’Afrique devrait porter une attention particulière au nouvel accord de partenariat dit « Accord de Samoa »^x signé le 15 novembre 2023 par l’UE et ses États membres avec les membres de l’Organisation des États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) qui succède à l’Accord de Cotonou. Les dirigeants doivent aussi bien étudier le discours du Président de la République française Emmanuel Macron prononcé le mardi 28 novembre 2017 à Ouagadougou car il méritait de soulever les indignations des intellectuels africains qui avaient produit l’ouvrage collectif « L’Afrique répond à Sarkozy contre le discours de Dakar » du 26 juillet 2007.
- ⁷ : « Toute action d’envergure, de domination d’une puissance étrangère ou d’un groupe d’intérêt s’appuie nécessairement sur la trahison des éléments appartenant aux populations autochtones. Comme dit le poète Senghor dans un autre contexte, « (...) il faut qu’il y ait des traîtres et des imbéciles. », (poèmes *Prière de paix*, in *Poèmes*, Seuil). Note N° 3 (page 52) de la contribution de M. Makhily Gassama (« Le piège infernal ») à l’ouvrage collectif qu’il a dirigé « L’Afrique répond à Sarkozy contre le discours de Dakar ».
- ⁸ : Voir aussi cette problématique des mentalités ou des états d’esprit dans deux discours importants de l’ex Président de la République libre et souveraine du Ghana Nana Akufo-Addo, héritier de Nkrumah
Discours lors de la réception de son homologue français Emmanuel Macron à Accra, publié le 6 décembre 2017 par La Tribune Franco-Rwandaise.
<http://www.france-rwanda.info/2017/12/discours-du-president-ghanéen-nana-akufo-recevant-son-homologue-français-emmanuel-macron-a-accra.html>
Discours lors de la Conférence de Dakar sur la reconstitution des fonds du Partenariat mondial pour l’éducation : Le Président Ghanéen Nana Akufo-Addo en a assez de tendre la main et le fait savoir
https://www.seneweb.com/news/Education/conference-de-dakar-le-president-ghanéen_n_237283.html
- ⁹ : <https://thestateofafricandiaspora.com/the-state/>
La Diaspora, sixième Région du continent, s’est transformée en un État ayant son siège à Accompong, en Jamaïque avec des institutions. Le Gouvernement est actuellement dirigé par un Premier ministre Louis-Georges Tin d’origine française (Martinique). Cet État dispose déjà, d’une banque, d’une compagnie aérienne avec ses propres avions, d’une chambre de commerce et d’un programme sur les restitutions et les réparations, d’une carte d’identité pour ses citoyens, d’un passeport qui leur permet de voyager dans tous les pays d’Afrique sans visas
- ¹⁰ : En 2024 le budget total de 161 598 891 dollars des États-Unis consacré par l’Union Africaine aux « Opérations de soutien de la paix » a été totalement financé par les partenaires internationaux qui ont aussi contribué à hauteur de 76,1% (208 481 440 dollars EU sur les 274 030 788 dollars EU) au « Budget-programme ».
L’Afrique ne pourra pas être vraiment indépendante tant qu’elle ne pourra pas inverser la tendance dans le financement de ses programmes de développement et de ses opérations de sécurisation. Faire le maximum et attendre le minimum des pays amis extérieurs au Continent. Elle peut y arriver si la bonne gouvernance avec particulièrement le respect de la sacralité des ressources appartenant aux peuples est une réalité au sein de tous les pays.
- ¹¹ : Colonel (r) Abdoulaye Aziz Ndao dans son livre « Sahel Terre des conflits » publié en février 2024, « Chapitre IV: Extension des Groupes armés », page 51
- ¹² : La « Sagesse totale » est le produit de la « science du bien et du mal » (connaissance des lois et règlements et des valeurs socioculturelles fondamentale) et de la volonté inébranlable de se battre contre soi-même pour toujours bien se conduire ou demeurer dans le droit chemin c’est-à-dire assumer tous ses devoirs, respecter les principes et les règles établis (e)s et ne pas porter sciemment un préjudice matériel ou moral à une personne physique ou morale.

Le 10 février 2025

**Colonel de Gendarmerie (er) Tabasky Diouf,
Grand officier de l’Ordre national du Lion et Commandeur dans l’Ordre du mérite,
Membre fondateur de l’Initiative Citoyenne « Jog Ngir Senegaal ».**